

## ÉTAT D'URGENCE !

**Le 8 novembre, le premier ministre décrète l'état d'urgence. Cette mesure est une provocation de plus, et une atteinte exorbitante et ségrégative aux libertés publiques.**

Elle autorise des interdictions de séjour, des assignations à résidence, la fermeture des lieux de réunion et l'interdiction des « réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre » ; mais aussi le contrôle de la presse et des publications « de toute nature » et de donner compétence aux juridictions militaires en concurrence avec les juges ordinaires.

**La réponse aux violences urbaines ne passe ni par la répression, ni par la provocation, ni par l'utilisation démagogique et électoraliste de ces difficultés sociales. Or, c'est cette voie que le gouvernement a choisie.**

Les affrontements qui se déroulent dans des quartiers populaires depuis deux semaines, faisant vivre aux habitants et salariés de ces quartiers des moments extrêmement difficiles, sont révélateurs de la crise sociale qui s'y est développée : pauvreté, chômage, précarité, discriminations et relégation sociale mais aussi pressions et humiliations policières.

Les violences sont l'expression d'une rage et d'un désespoir. Quelle place et quelle perspective autre que celle de la pauvreté et de la précarité, la société offre-t-elle aux jeunes des « zones urbaines sensibles » ?

Aujourd'hui, le gouvernement prône le retour à l'apprentissage à 14 ans. Cette sélection scolaire précoce et son renforcement annoncée comme une mesure susceptible de lutter contre la violence des jeunes (pas n'importe lesquels) est encore un déni de justice à leur endroit.

**Les actes commis sont aussi intolérables que l'injustice qui leur est faite.**

**La politique de démantèlement des services publics, de mépris des associations et du travail social, d'abandon des politiques de prévention fait le lit de la violence urbaine. Cette politique est soutenue par celle répressive qui criminalise la pauvreté ou les mouvements sociaux. C'est la seule réponse de ce gouvernement aux questions sociales.**

Les véritables rafles organisées depuis des mois dans plusieurs villes contre les personnes immigrées par le ministre de l'Intérieur confirment sa volonté de mener une politique violente d'exclusion ou de soumission des «étrangers ». Ce ministre, en stigmatisant des populations entières, avec une démagogie électoraliste et populiste indigne, a déclenché des violences qu'il prétend combattre. Les familles des deux jeunes morts électrocutés à Clichy-sous-Bois l'ont parfaitement exprimé : « Monsieur Sarkozy est incompetent, il doit partir. »

Dans cette situation de tensions extrêmement fortes, qui aggravent encore les conditions de vie dans les quartiers populaires, la fédération SUD Éducation estime que la seule réponse adaptée passe par :

- L'établissement de la vérité sur le drame de Clichy-sous-Bois et la mort de Banou, 15 ans et Ziad, 17 ans
- La levée immédiate de l'état d'urgence
- L'arrêt des politiques de criminalisation des populations défavorisées, immigrées et des jeunes des quartiers populaires
- L'arrêt de la criminalisation des mouvements sociaux et de l'action syndicale
- La mise en œuvre d'une réelle politique pour permettre l'accès aux droits fondamentaux seuls garants d'une véritable justice sociale : accès pour toutes et tous à l'emploi, au logement, à la santé, aux transports, à la culture et bien sûr à l'éducation
- Dans l'Éducation nationale, les moyens en personnels qualifiés et sur postes statutaires

C'est une autre politique sociale et économique, en rupture avec les orientations libérales actuelles, prenant en compte les besoins et les aspirations de la population qu'il faut mener.

Prétendre qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme sauvage, qu'on ne peut que l'aménager à la marge, c'est participer à renforcer le malaise social actuel. Il faut rompre avec ces politiques d'accompagnement et de cogestion de la régression sociale.

**Il est de la responsabilité des forces syndicales de se regrouper pour lutter réellement ensemble et imposer une autre politique.**

**La fédération SUD Éducation continuera de prendre des initiatives unitaires en ce sens.**